



Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

<https://pace.coe.int>

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 11490 Addendum

19 janvier 2008

Communications du Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au Bureau de l'Assemblée parlementaire

Communication

Président de l'Assemblée



Sommaire

Page

1. Activités du Président entre le 1er octobre et le 21 novembre 2007	3
1.1. Points forts	3
1.2. Rencontres et visites précédentes	4
1.3. Discours	6
1.4. Communiqués de presse	6
2. Activités du Président entre le 22 novembre et le 17 décembre 2007	7
2.1. Points forts	7
2.2. Rencontres et visites précédentes	7
2.3. Discours	9
2.4. Communiqués de presse	9
3. Activités du Président entre le 18 décembre et le 21 janvier 2008	10
3.1. Points forts	10
3.2. Rencontres et visites précédentes	11
3.3. Communiqués de presse	13

1. Activités du Président entre le 1^{er} octobre et le 21 novembre 2007

1.1. Points forts

1.1.1. Conférence sur la «Sécurité des relations: les Pays-Bas et la Fédération de Russie» (La Haye, 16 octobre 2007)

Je me suis adressé à cette conférence organisée par l'EDI (Energy Delta Institute) qui regroupait des responsables politiques et des cadres supérieurs du secteur de l'énergie. J'ai ensuite participé à une table ronde. J'ai souligné dans mon discours à quel point la paix, la prospérité et la stabilité de l'Europe dépendent de l'établissement d'un partenariat solide et stable avec la Russie, et j'ai présenté une stratégie en trois volets pour réaliser ce partenariat.

1.1.2. Visite de travail en Slovénie (17 octobre 2007)

Au cours de ma visite de travail en Slovénie, qui s'inscrivait dans la perspective de la prochaine présidence slovène de l'Union européenne, je me suis principalement intéressé aux questions essentielles que sont la présidence de l'UE, l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des Droits de l'Homme et les questions régionales, notamment celle du Kosovo. Autres thèmes abordés: le rôle du Conseil de l'Europe pour garantir une Europe sans clivages et le suivi par les parlements nationaux des activités de l'APCE.

1.1.3. Sommet statutaire PPE (Lisbonne, Portugal, 18 octobre 2007)

Le Sommet du PPE qui se tenait avant le Sommet de l'UE fut une excellente occasion d'expliquer, devant de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, la position de l'Assemblée sur plusieurs questions relatives à la coopération entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, y compris celle de l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des Droits de l'Homme.

1.1.4. Commission de Venise (Venise, Italie, 20 octobre 2007)

J'ai pris part à la réunion plénière de la Commission de Venise, le 20 octobre 2007, afin d'exprimer en personne ma reconnaissance pour son importante contribution et également faire part de ma gratitude sincère pour l'excellente coopération.

J'ai également participé à un échange de vues avec l'Union des cours et conseils constitutionnels arabes.

1.1.5. Cérémonie de remise de médaille à M. J.-C. Juncker et discours à l'Université Robert Schuman (Strasbourg, 25 octobre 2007)

J'ai participé à la remise du titre de docteur *honoris causa* à M. Jean-Claude Juncker par l'Université Robert Schuman de Strasbourg et j'ai prononcé le discours d'ouverture au colloque sur le thème «L'avenir du Conseil de l'Europe face aux autres organisations internationales».

1.1.6. Journée européenne de la migration (Aix-la-Chapelle, Allemagne, 18-19 novembre 2007)

Dans mon discours d'ouverture, j'ai souligné que l'intégration constitue le défi le plus important dans la mesure où elle permet de réaliser toutes les potentialités de la migration et qu'elle ne peut pas être un processus unilatéral: elle demande dialogue et bonne volonté de la part de la société hôte tout comme de celle des migrants. Dans ce contexte, j'ai annoncé l'inauguration en 2008 d'une Journée européenne de l'intégration et de la tolérance interculturelle, qui représentera la contribution de l'APCE à l'Année européenne du dialogue interculturel.

1.1.7. Cérémonie de réception de la «Légion d'honneur» (ambassade de France, La Haye, 20 novembre 2007)

Le 20 novembre 2007, j'ai été nommé au grade de «commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur», la plus haute distinction française, à l'ambassade de France à La Haye.

1.2. Rencontres et visites précédentes

1.2.1. Conférence «Sécurité des relations: Pays-Bas et Russie» (La Haye, 16 octobre 2007)

Le 16 octobre, je me suis adressé à une assemblée de responsables politiques et de cadres supérieurs du secteur de l'énergie réunis à haut niveau dans le cadre d'une conférence intitulée «Sécurité des relations: Pays-Bas et Russie», organisée à La Haye par l'EDI (Energy Delta Institute). J'ai ensuite participé à une table ronde.

J'ai souligné dans mon discours à quel point la paix, la prospérité et la stabilité de l'Europe dépendent de l'établissement d'un partenariat solide et stable avec la Russie. L'Europe devrait investir dans ses relations avec la Russie à tous les niveaux possibles.

J'ai présenté une stratégie en trois volets pour réaliser ce partenariat dont l'élément central devrait être constitué par les valeurs communes défendues par le Conseil de l'Europe qui ne sont pas seulement importantes en elles-mêmes. Les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit sont aussi les conditions préalables à la prospérité, à la paix, à la stabilité et à la croissance économique.

Deuxièmement, il faut créer un climat de confiance et de coopération, et non de confrontation, pour aider à prévenir le retour de la philosophie de la guerre froide. J'ai cité comme exemple à éviter le manque de consultation au sujet d'un projet des Etats-Unis de bouclier de défense antimissile en Europe.

J'ai souligné que nous ne devons pas fermer les yeux sur les manquements de la Russie en ce qui concerne la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit, mais nous montrer positifs et fermes – mais justes – dans nos relations avec ce pays. A cet égard, j'ai rappelé que les rapports de suivi de l'Assemblée concernant la Russie étaient un très bon exemple de coopération fondée sur un engagement constructif et non sur la confrontation.

Troisièmement, j'ai insisté sur l'importance d'intensifier les contacts individuels et d'investir dans les relations personnelles. Nous avons donc besoin d'une politique de visa de l'UE plus ouverte et notamment d'une plus grande liberté de circulation pour les étudiants et les travailleurs.

1.2.2. Visite de travail en Slovénie (17 octobre 2007)

Au cours de ma visite de travail en Slovénie, qui s'inscrivait dans la perspective de la prochaine présidence slovène de l'Union européenne, je me suis principalement intéressé aux questions essentielles que sont la présidence de l'UE, l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des Droits de l'Homme et les questions régionales, notamment celle du Kosovo.

Autres thèmes abordés: le rôle du Conseil de l'Europe pour garantir une Europe sans clivages et le suivi par les parlements nationaux des activités de l'APCE, particulièrement en ce qui concerne le rapport annuel sur les droits de l'homme et la démocratie et la campagne actuelle de l'Assemblée contre la violence domestique envers les femmes.

J'ai rencontré Andrej Šter, secrétaire d'Etat au ministère slovène des Affaires étrangères, France Cukjati, président de l'Assemblée nationale slovène, des membres de la délégation slovène à l'APCE, les dirigeants de différents groupes parlementaires et des représentants de la minorité slovène d'Autriche.

1.2.3. Sommet statutaire du parti populaire européen (PPE) (Lisbonne, 18 octobre 2007)

En tant que Président de l'Assemblée parlementaire, j'ai pris part au Sommet du parti populaire européen (PPE) qui se tenait avant le Sommet de l'UE. Ce fut une excellente occasion d'expliquer, devant de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, la position de l'Assemblée sur plusieurs questions relatives à la coopération entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, notamment celle de l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des Droits de l'Homme. J'ai également profité de l'occasion pour participer à des entretiens bilatéraux.

1.2.4. Commission de Venise (Venise, Italie, 20 octobre 2007)

J'ai pris part à la réunion plénière de la Commission de Venise, le 20 octobre 2007, afin d'exprimer en personne ma reconnaissance pour son importante contribution au Conseil de l'Europe et au développement démocratique, à la fois en Europe et au-delà. Je souhaitais également faire part de ma gratitude sincère pour l'excellente, durable et étroite coopération de la Commission de Venise avec notre Assemblée.

Dans mon discours, j'ai mis l'accent sur le fait que la Commission de Venise constituait l'un des éléments essentiels rendant le Conseil de l'Europe indispensable à l'ensemble de l'Europe en matière de promotion et de défense de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit. J'ai exprimé mon profond regret que les gouvernements et la plupart des membres de parlements, y compris du Parlement européen, n'étaient pas suffisamment conscients de ce travail. J'ai souligné mon engagement à soutenir et promouvoir la Commission de Venise lors de mes réunions officielles, à tous les niveaux, comme je l'ai fait tout au long de mon mandat présidentiel.

A cette occasion, j'ai été particulièrement honoré de recevoir la distinction de la Commission de Venise – un symbole concret de notre appréciation respectueuse du travail que nous faisons ensemble.

Depuis plus de cinq ans, la Commission de Venise est un accord élargi, ouvert aux pays non membres du Conseil de l'Europe. De ce fait, j'ai également participé à un échange de vues avec l'Union des cours et conseils constitutionnels arabes. J'ai exprimé mon appréciation du fait que d'éminents avocats et juges de l'Europe et des pays arabes puissent se réunir pour débattre de sujets d'intérêts communs et publics. J'ai insisté sur la signification de l'Etat de droit dans le dispositif du Conseil de l'Europe et sur l'importance de la Commission de Venise. J'ai reçu une plaque commémorative de l'Union des cours et conseils constitutionnels arabes.

1.2.5. Cérémonie de remise de médaille à M. J.-C. Juncker, Premier ministre du Luxembourg, et discours à l'université Robert-Schuman (Strasbourg, 25 octobre 2007)

Le 25 octobre 2007, j'ai participé à la remise du titre de docteur *honoris causa* à M. Jean-Claude Juncker par l'université Robert-Schuman de Strasbourg. Cette cérémonie fut suivie d'un colloque sur le thème de «L'avenir du Conseil de l'Europe face aux autres organisations internationales», où j'ai prononcé le discours d'ouverture.

1.2.6. Journée européenne de la migration et de l'intégration – migrants: acteurs et vecteurs du dialogue interculturel» (Aix-la-Chapelle, Allemagne, 18-19 novembre 2007)

Du 18 au 20 novembre 2007, je me suis rendu à Aix-la-Chapelle pour participer à la Journée européenne de la migration et de l'intégration, conférence coorganisée par le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et l'APCE, en coopération avec le Parlement européen et la Fondation du prix Charlemagne. Outre l'Assemblée, le Parlement européen et d'autres assemblées parlementaires internationales, la conférence a rassemblé des politiciens d'instances locales, régionales, nationales et européennes, des membres de communautés de migrants ainsi que des responsables religieux et académiques.

Dans mon discours d'ouverture, j'ai souligné le fait que les migrants formaient une partie importante et intégrante de la société européenne, et que la migration – si elle était gérée correctement – apportait d'énormes opportunités et possibilités à nos sociétés ainsi qu'aux pays d'origine. L'intégration, cependant, constitue le défi le plus important dans la mesure où elle permet de réaliser toutes les potentialités de la migration. J'ai fait valoir que l'intégration ne peut pas être un processus unilatéral: elle demande dialogue et bonne volonté de la part de la société hôte tout comme de celle des migrants. L'éducation joue un rôle important dans ce processus. J'ai insisté sur le fait que le dialogue interculturel et interreligieux était la clé de l'intégration et l'un des défis contemporains les plus importants.

J'ai encouragé l'ensemble des participants à trouver des solutions pour améliorer le dialogue interculturel et la compréhension mutuelle. Dans ce contexte, j'ai annoncé l'inauguration, en 2008, d'une Journée européenne de l'intégration et de la tolérance interculturelle, qui représentera la contribution de l'APCE à l'Année européenne du dialogue interculturel.

J'ai également saisi l'occasion pour annoncer que l'APCE conjointement avec l'Assemblée interparlementaire de la Communauté d'Etats indépendants sont convenues de poursuivre les traditionnelles conférences conjointes, et la prochaine, qui doit se tenir le 3 avril 2008, sera dédiée aux problèmes de migration.

1.2.7. Cérémonie de réception de la Légion d'honneur (ambassade de France, La Haye, 20 novembre 2007)

Le 20 novembre 2007, j'ai été nommé au grade de «commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur», la plus haute distinction française, à l'ambassade de France à La Haye.

1.3. Discours

- Discours devant les étudiants (Estonie, Lettonie, Lituanie, 18-24 septembre 2007);
- discours sur la sécurité des relations: les Pays-Bas et la Russie; partenariat avec la Russie – fondement d'un avenir stable et prospère pour l'Europe (La Haye, 16 octobre 2007);
- discours à la Commission de Venise (Venise, Italie, 20 octobre 2007);
- discours à l'université Robert-Schuman (Strasbourg, 25 octobre 2007);
- discours sur l'Europe (La Haye, 2 novembre 2007);
- discours à l'occasion de la Journée européenne de la migration et de l'intégration: «Migrants: acteurs et vecteurs du dialogue interculturel» (Aix-la-Chapelle, 19-20 novembre 2007).

Le texte complet des discours est disponible sur le site de l'Assemblée: <http://assembly.coe.int>.

1.4. Communiqués de presse¹

1. René van der Linden exhorte les dirigeants ukrainiens à avancer sur la voie des réformes (1^{er} octobre 2007)
2. Attaque terroriste dans la province turque de Sirnak: condamnation sans réserve du Président de l'APCE (1^{er} octobre 2007)
3. Réponse du Président de l'APCE à la présidente du Parlement estonien: «Je vous invite à lire ma déclaration» (3 octobre 2007)
4. Daniel Hoeffel, un grand ami et supporter du Conseil de l'Europe, déclare le Président (5 octobre 2007)
5. Meurtre d'Anna Politkovskaïa: il est temps de connaître la vérité, affirme le Président de l'APCE (6 octobre 2007)
6. René van der Linden demande à Marko Mihkelson «de mettre un terme à ces propos diffamatoires» (8 octobre 2007)
7. Un partenariat stable avec la Russie est «essentiel à la paix et à la prospérité en Europe» (16 octobre 2007)
8. Le Président de l'APCE se rend en Slovaquie, prochain pays à la présidence de l'UE (Strasbourg, 17 octobre 2007)
9. «Le rejet de l'antisémitisme est un principe universel», déclare le Président de l'APCE (20 octobre 2007)
10. Le Président de l'APCE se félicite de l'entrée en vigueur prochaine de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains (Strasbourg, 24 octobre 2007)
11. René van der Linden: «Notre Assemblée est une tribune empreinte d'ouverture» (26 octobre 2007)
12. La Grande Europe retracée par le Président de l'Assemblée aux étudiants (29 octobre 2007)
13. Le Président de l'APCE lance un appel contre l'exécution d'un défenseur des droits de l'homme en Iran (30 octobre 2007)
14. Le suivi des droits de l'homme au sein de l'UE «est l'affaire du Conseil de l'Europe» (Strasbourg, 31 octobre 2007)
15. Réaction du Président de l'APCE à la suite de l'explosion d'une bombe dans un bus à Togliatti, Fédération de Russie (1^{er} novembre 2007)
16. Le Président de l'APCE s'insurge contre toute «persécution» des Roumains en Italie (7 novembre 2007)
17. Le Président de l'APCE se félicite de la décision géorgienne de lever l'état d'urgence (14 novembre 2007)

1. Ces documents sont disponibles sur le site internet du Service de presse du Conseil de l'Europe à l'adresse suivante: www.press.coe.int.

18. Le Président de l'APCE annonce l'organisation en 2008 d'une Journée européenne de l'intégration et de la tolérance culturelle (19 novembre 2007)

2. Activités du Président entre le 22 novembre et le 17 décembre 2007

2.1. Points forts

2.1.1. Réunions avec les autorités slovaques et réunions du Bureau et de la Commission permanente (Bratislava, 22-23 novembre 2007)

Lors de cette visite, j'ai eu des réunions officielles avec M. Ivan Gásparovič, Président de la Slovaquie, avec M. Pavel Paška, président du Conseil national, et M. Ján Kubiš, ministre des Affaires étrangères.

2.1.2. Conférence EUROPADAG: «L'Europe, entre idéaux et réalités», organisée par le Parti populaire européen (Maastricht, 24 novembre 2007); remise de médaille et d'un diplôme à M. Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg

Lors d'une cérémonie à Maastricht, j'ai rappelé la contribution remarquable apportée par M. Juncker à l'intégration et à la coopération européennes, et son rapport visionnaire intitulé «Conseil de l'Europe-Union européenne: une même ambition pour le continent européen»; je lui ai remis une médaille et un diplôme, la distinction la plus élevée du Président de l'Assemblée, afin de rendre hommage à un «grand Européen et un véritable ami du Conseil de l'Europe, ardent défenseur des valeurs et des principes de l'Organisation».

2.1.3. Cérémonie de signature de l'Accord entre l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen (Bruxelles, 28 novembre 2007)

Le 28 novembre à Bruxelles, le Président du Parlement européen (PE) Hans-Gert Pöttering et moi-même avons signé un accord de coopération visant à consolider la coopération entre les deux institutions, renforcer les initiatives complémentaires et accroître les synergies. Cet accord est une suite concrète du rapport de M. Jean-Claude Juncker. Parmi les points spécifiques de l'accord figurent des rencontres régulières entre les Présidents des deux instances et une coopération renforcée entre les commissions concernées, ainsi que pour les missions internationales d'observation des élections.

2.1.4. Visite officielle au Mexique (30 novembre-4 décembre 2007)

J'ai été accueilli au Mexique par le Sénat et la Chambre des représentants en séance plénière; j'ai rencontré les présidents des deux chambres, des représentants des diverses forces politiques au sein du parlement et des présidents de commissions et j'ai eu des entretiens avec le vice-ministre des Affaires étrangères, le procureur fédéral spécial pour les infractions pénales liées à la violence faite aux femmes, le gouverneur de l'Etat de Nuevo Leon, des maires de Monterrey, San Pedro et d'autres villes de l'Etat, des représentants consulaires et des représentants des ONG actives dans le domaine des droits de l'homme; j'ai, en outre, tenu des échanges de vues avec des étudiants à Mexico et à Monterrey.

Nos discussions ont été axées sur les migrations et l'intégration des migrants, le dialogue interculturel et interreligieux, la violence à l'égard des femmes, la traite des êtres humains, la lutte contre le terrorisme et les conséquences du changement climatique sous l'angle des droits de l'homme. J'ai, en outre, salué la position sans ambiguïté prise par le Mexique contre la peine de mort.

2.2. Rencontres et visites précédentes

2.2.1. Réunions avec les autorités slovaques et réunions du Bureau et de la Commission permanente (Bratislava, 22-23 novembre 2007)

Lors de cette visite, j'ai eu des réunions officielles avec M. Ivan Gásparovič, Président de la Slovaquie, avec M. Pavel Paška, président du Conseil national, et M. Ján Kubiš, ministre des Affaires étrangères.

2.2.2. Conférence EUROPADAG: «L'Europe, entre idéaux et réalités», organisée par le Parti populaire européen (Maastricht, 24 novembre 2007); remise de médaille et d'un diplôme à Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg

Lors d'une cérémonie à Maastricht, j'ai rappelé la contribution remarquable apportée par M. Juncker à l'intégration et à la coopération européennes et son rapport visionnaire intitulé «Conseil de l'Europe-Union européenne: une même ambition pour le continent européen»; je lui ai remis une médaille et un diplôme, la distinction la plus élevée du Président de l'Assemblée, afin de rendre hommage à «un grand Européen et un véritable ami du Conseil de l'Europe, ardent défenseur des valeurs et des principes de l'Organisation».

2.2.3. Cérémonie de signature de l'accord entre l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen (Bruxelles, 28 novembre 2007)

Le 28 novembre à Bruxelles, le Président du Parlement européen (PE) Hans-Gert Pöttering et moi-même avons signé un accord de coopération visant à consolider la coopération entre les deux institutions, renforcer les initiatives complémentaires et accroître les synergies.

Cet accord est la suite concrète du rapport de M. Jean Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg, intitulé «Conseil de l'Europe-Union européenne: une même ambition pour le continent européen» présenté à l'APCE, en avril 2006. Ce rapport comporte une série de propositions pour renforcer le partenariat entre les deux organisations européennes – et notamment celle que l'UE puisse devenir membre du Conseil de l'Europe d'ici à 2010. L'accord de coopération est le reflet d'un accord similaire signé en mai de cette année concernant les activités du Conseil de l'Europe dans le secteur intergouvernemental.

Parmi les points spécifiques de l'accord figurent des rencontres régulières entre les Présidents des deux instances et une coopération renforcée entre les commissions concernées, ainsi que pour les missions internationales d'observation des élections.

2.2.4. Visite officielle au Mexique (Mexico et Monterrey, 30 novembre-4 décembre 2007)

A l'invitation du Sénat mexicain, je me suis rendu à Monterrey du 30 novembre au 2 décembre, et à Mexico, les 3 et 4 décembre 2007.

A Mexico, j'ai été accueilli par le Sénat et la Chambre des représentants en séance plénière; j'ai rencontré les présidents des deux chambres, des représentants des diverses forces politiques au sein du parlement et des présidents de commissions; j'ai eu des entretiens avec le vice-ministre des Affaires étrangères, le procureur fédéral spécial pour les infractions pénales liées à la violence faite aux femmes et des représentants des ONG actives dans le domaine des droits de l'homme; j'ai, en outre, tenu un échange de vues avec des étudiants de l'Université nationale autonome de Mexico.

A Monterrey, j'ai eu des entretiens et des échanges de vues avec le gouverneur de l'Etat de Nuevo León, les maires de Monterrey, de San Pedro et de plusieurs autres villes de l'Etat, des représentants consulaires, des membres d'ONG, des étudiants de l'université autonome de Nuevo León et des diplômés mexicains d'universités américaines. J'ai, en outre, participé à des réunions dans le cadre du Forum international des cultures 2007 de Monterrey.

Au cours de cette visite, nos discussions ont été axées sur les migrations et l'intégration des migrants, le dialogue interculturel et interreligieux, la violence à l'égard des femmes, la traite des êtres humains, la lutte contre le terrorisme et les conséquences du changement climatique sous l'angle des droits de l'homme. J'ai, en outre, salué la position sans ambiguïté prise par le Mexique contre la peine de mort et son soutien à une interdiction de la peine capitale à l'échelon mondial.

Je me félicite vivement de l'importance que le Parlement mexicain accorde à la coopération avec l'Assemblée parlementaire, notamment au niveau des commissions, et avec les rapporteurs de l'Assemblée. A ce propos, l'excellente coopération instaurée avec M^{me} Vermot-Mangold, rapporteuse de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, sur «La disparition et le meurtre d'un grand nombre de femmes et de jeunes filles au Mexique», a été particulièrement appréciée.

A cet égard, les parlementaires mexicains ont proposé d'organiser un séminaire sur la question de la violence faite aux femmes au cours duquel différentes approches et expériences nationales pourraient être présentées et comparées. Le Mexique estime qu'il a fait de considérables progrès dans ce domaine et que son expérience serait utile à d'autres pays.

J'ai, en outre, souligné l'importance de nouvelles avancées sur l'intégration européenne. J'ai fait valoir, au cours de mes entretiens, qu'il était dans l'intérêt du Mexique d'avoir pour interlocuteur une Europe forte et unifiée afin de renforcer ses relations transatlantiques.

Je tiens à souligner l'utilité de développer encore les relations mutuellement profitables entre le Conseil de l'Europe et le Mexique ainsi que la contribution de la délégation mexicaine d'observateurs auprès de l'Assemblée parlementaire. J'estime que le Mexique est un partenaire précieux pour le Conseil de l'Europe s'agissant de promouvoir au-delà du continent européen les valeurs fondamentales de l'Organisation que sont la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit.

2.3. Discours

- Discours de remerciements en réponse à S.E.M. Jean-Michel Gausso, ambassadeur de France aux Pays-Bas, à l'occasion de la remise des insignes de commandeur de la Légion d'honneur (La Haye, 20 novembre 2007);
- hommage à M. Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg (Neerbeek, Pays-Bas, 24 novembre 2007).

Le texte complet des discours est disponible sur le site de l'Assemblée: <http://assembly.coe.int>.

2.4. Communiqués de presse²

1. René van der Linden distingué avec l'ordre national de la Légion d'honneur, la plus haute décoration honorifique française (20 novembre 2007)
2. Le Président de l'APCE rend hommage à Jean-Claude Juncker, «un grand Européen et un véritable ami du Conseil de l'Europe» (Strasbourg, 24 novembre 2007)
3. Réaction du Président de l'APCE aux arrestations à Moscou et à Saint-Pétersbourg (Strasbourg, 26 novembre 2007)
4. Signature d'un accord de coopération entre l'APCE et le PE (27 novembre 2007)
5. Le Président de l'APCE appelle le Bélarus à commuer les peines de trois condamnés à mort (Strasbourg, 28 novembre 2007)
6. Signature d'un accord de coopération entre l'APCE et le PE (suite) (28 novembre 2007)
7. Visite officielle du Président de l'APCE René van der Linden au Mexique (Strasbourg, 29 novembre 2007)
8. René van der Linden consterné par une exécution au Bélarus (30 novembre 2007)
9. Le Président de l'APCE au Mexique: «Notre partenariat repose sur des valeurs communes» (5 décembre 2007)
10. Le Président de l'APCE appelle le Japon et les Etats-Unis à abolir la peine de mort (Strasbourg, 10 décembre 2007)
11. Journée internationale des droits de l'homme (Strasbourg, 10 décembre 2007)

2. Ces documents sont disponibles sur le site internet du Service de presse du Conseil de l'Europe à l'adresse suivante: www.press.coe.int.

ANNEXE – Accord sur le renforcement de la coopération entre l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen³

3. Activités du Président entre le 18 décembre et le 21 janvier 2008

3.1. Points forts

3.1.1. Visite officielle à Moscou (19-21 décembre 2007)

Les discussions ont porté sur les récentes élections législatives de Russie, la présidentielle de mars 2008, la ratification par la Russie des Protocoles n^{os} 6 et 14 à la Convention européenne des Droits de l'Homme, l'avancement des réformes concernant le pluralisme politique et la liberté des médias, l'encouragement de la coopération entre l'APCE et la Douma d'Etat et la nécessité de renforcer le Conseil de l'Europe, qui est une organisation paneuropéenne, pour éviter de créer de nouvelles lignes de clivage.

J'ai rencontré Serguéï Mironov, président du Conseil de la Fédération, Boris Gryzlov, président de la Douma d'Etat, Dmitri Medvedev, premier Vice-Premier ministre, Serguéï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, Serguéï Iastrjembski, représentant spécial du Président de la Fédération chargé des relations avec l'Union européenne, et les chefs des groupes politiques de la Douma (Guennadi Ziouganov (parti communiste), Vladimir Zhirinovskiy (parti libéral démocrate), Alexandre Babakov (parti «Juste Russie»)), ainsi que Evguéni Primakov, président de la Chambre de commerce et d'industrie, et Konstantin Kosachev, chef de la délégation de la Russie à l'APCE. J'ai aussi rencontré deux chefs de l'opposition, M. Mikhaïl Kassianov, ex-Premier ministre et candidat à la présidentielle et M. Boris Nemtsov, qui représente l'Union des forces de droite (SPS).

J'ai donné plusieurs interviews, notamment aux chaînes de télévision RTR et Russiya al-Yaum (Russie aujourd'hui) et aux *Izvestia*.

Tout au long de ma visite, on m'a rappelé que nos relations avec la Russie devaient être tournées vers l'avenir et que nous devons nous fonder sur les nombreux éléments que nous avons en commun, plutôt que de mettre l'accent sur ce qui nous sépare.

3.1.2. Visite officielle en Turquie (13-16 janvier 2008)

Les discussions ont porté sur les réformes politiques et législatives à engager par la Turquie en tant qu'Etat membre du Conseil de l'Europe, dans le cadre des négociations d'accession à l'Union européenne. Lors de cette visite, j'ai fait valoir auprès de l'ensemble de mes interlocuteurs que la poursuite du processus de réformes est le meilleur moyen d'enregistrer des progrès dans les négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Si la Turquie honore ses engagements démocratiques, l'Union européenne devra aussi tenir ses promesses en ce qui concerne l'adhésion de la Turquie à l'Union. Dans ce contexte, j'ai invité la Turquie à utiliser pleinement les possibilités que lui offrent le Conseil de l'Europe et ses instruments, notamment l'expertise de la Commission de Venise.

J'ai rencontré les plus hautes autorités du pays, notamment le Président de la République, Abdullah Gül, et le président de la Grande Assemblée nationale, Köksal Toptan. Je me suis également entretenu avec le ministre d'Etat en charge des affaires économiques, Mehmet Şimşek, le président de la Commission sur les relations de la Turquie avec l'Union européenne, Yaşar Yakış, et le président de la Commission des affaires étrangères, Murat Mercan. Dans la ville de Konya, en Anatolie centrale, j'ai été accueilli par le gouverneur, Osman Aydın, et j'ai rencontré le maire de la municipalité métropolitaine de Konya, Tahir Akyürek.

En conclusion de ma visite, j'ai affirmé avoir choisi la Turquie pour ma dernière visite officielle en tant que Président du Conseil de l'Europe pour souligner l'importance de ce pays pour le futur de l'Europe. La Turquie est appelée à jouer un rôle de plus en plus important, à la fois en termes économiques et géopolitiques, et il est dans l'intérêt de tous d'avoir la Turquie comme partenaire respectueux des valeurs européennes.

3.1.3. Réunion avec le Président Poutine à Moscou (17 janvier 2008)

Voir communiqué de presse n^o 9: «Le respect de nos valeurs communes doit se traduire dans les faits»

3. Ce texte est disponible sur le site internet du Conseil de l'Europe, à l'adresse suivante: www.assembly.coe.int.

3.2. Rencontres et visites précédentes

3.2.1. Visite officielle à Moscou (du 19 au 21 décembre 2007)

A l'invitation de M. Konstantin I. Kosachev, président de la délégation parlementaire de Russie, je me suis rendu du 19 au 21 décembre 2007 en visite officielle à Moscou.

Les discussions au cours de la visite ont porté sur les récentes élections législatives de Russie, la présidentielle de mars 2008, la ratification par la Russie des Protocoles n^{os} 6 et 14 à la Convention européenne des Droits de l'Homme, l'avancement des réformes concernant le pluralisme politique et la liberté des médias, l'encouragement de la coopération entre l'APCE et la Douma d'Etat, et la nécessité de renforcer le Conseil de l'Europe, qui est une organisation paneuropéenne, pour éviter de créer de nouvelles lignes de clivage.

A la suite de l'évaluation critique des récentes élections législatives faites par les observateurs de l'APCE, j'ai invité les autorités de Russie à prendre sérieusement en considération les conclusions et les recommandations des observateurs, et à apporter des améliorations notables avant la prochaine élection présidentielle, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des candidats et l'accès équitable de tous les candidats aux médias.

J'ai informé mes interlocuteurs de la décision du Bureau d'observer le scrutin présidentiel et reçu des assurances que l'APCE serait invitée.

Au cours de mes rencontres à la Douma d'Etat, j'ai exhorté les parlementaires à ratifier les Protocoles n^{os} 6 et 14 à la Convention européenne des Droits de l'Homme. En ce qui concerne le Protocole n^o 6, j'ai exprimé l'espoir qu'ils le fassent bientôt, ce qui serait une bonne façon pour la nouvelle Douma d'entamer ses travaux en montrant bien son engagement pour les droits de l'homme. S'agissant du Protocole n^o 14, j'ai souligné que les Etats doivent considérer la Cour et ses décisions comme un instrument permettant d'assurer la protection des droits fondamentaux de leurs ressortissants et qu'ils faut donc qu'ils fassent tout leur possible pour accroître l'efficacité de ce mécanisme unique de défense des droits de l'homme.

J'ai aussi exprimé mes préoccupations au sujet du traitement de l'opposition en Russie. J'ai déclaré que l'opposition doit être acceptée comme un élément normal et nécessaire de la vie politique. Il ne faut pas la considérer comme une ennemie, mais comme une composante faisant partie intégrante de toute société démocratique.

A l'occasion de cette visite, j'ai souligné la nécessité d'éviter d'avoir deux poids deux mesures en Europe. J'ai réaffirmé ma position selon laquelle le Conseil de l'Europe est une organisation paneuropéenne unique, où les Etats participent sur un pied d'égalité. Le recours à un traitement inégal saperait les bases mêmes sur lesquelles l'Organisation repose.

J'ai aussi exprimé l'espoir que l'amélioration des relations entre la Russie et ses voisins, constatée notamment avec la Pologne, se poursuive. A cet égard, j'escompte un démarrage des négociations entre l'Union européenne et la Russie sur le nouvel accord de partenariat dès que possible l'année prochaine.

Au cours de ma visite, j'ai rencontré Serguéï Mironov, président de la Conseil de la Fédération, Boris Gryzlov, président de la Douma d'Etat, Dmitri Medvedev, premier Vice-Premier ministre, Serguéï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, Serguéï Iastrjembski, représentant spécial du Président de la Fédération chargé des relations avec l'Union européenne, et les chefs des groupes politiques de la Douma (Guennadi Ziouganov (parti communiste), Vladimir Zhirinovskiy (parti libéral démocrate), Alexandre Babakov (parti «Juste Russie»)), ainsi que Evguéni Primakov, président de la Chambre de commerce et d'industrie, et Konstantin Kosachev, chef de la délégation de la Russie à l'APCE.

J'ai aussi rencontré deux chefs de l'opposition, M. Mikhaïl Kassianov, ex-Premier ministre et candidat à la présidentielle, et M. Boris Nemtsov, qui représente l'Union des forces de droite (SPS).

J'ai donné plusieurs interviews, notamment aux chaînes de télévision RTR et Russiya al-Yaum (Russie aujourd'hui) et aux *Izvestia*.

Tout au long de ma visite, on m'a rappelé que nos relations avec la Russie devaient être tournées vers l'avenir et que nous devons nous fonder sur les nombreux éléments que nous avons en commun, plutôt que de mettre l'accent sur ce qui nous sépare.

3.2.2. Visite officielle en Turquie (13-16 janvier 2008)

Au cours de ma visite officielle en Turquie du 13 au 16 janvier 2008, j'ai rencontré les plus hautes autorités du pays, notamment le Président de la République, Abdullah Gül, et le président de la Grande Assemblée nationale, Köksal Toptan.

Je me suis également entretenu avec le ministre d'Etat en charge des affaires économiques, Mehmet Şimşek, le président de la Commission sur les relations de la Turquie avec l'Union européenne, Yaşar Yakış, et le président de la Commission des affaires étrangères, Murat Mercan. Dans la ville de Konya, en Anatolie centrale, j'ai été accueilli par le gouverneur, Osman Aydin, et j'ai rencontré le maire de la municipalité métropolitaine de Konya, Tahir Akyürek.

Les discussions ont porté sur les réformes politiques et législatives à engager par la Turquie en tant qu'Etat membre du Conseil de l'Europe, dans le cadre des négociations d'accession à l'Union européenne.

J'ai constaté avec satisfaction que les élections législatives et présidentielle de 2007 ont confirmé la stabilité de la démocratie turque avec la composition d'un parlement plus représentatif et pluraliste, marqué par une participation accrue des femmes et des parlementaires du sud-est de la Turquie. Cependant, j'ai insisté pour que les discussions se poursuivent sur l'abaissement du seuil de 10 % pour le parlement, qui reste le plus élevé d'Europe.

J'ai également souligné l'engagement des autorités turques à poursuivre les réformes démocratiques et insisté pour que les réformes démocratiques soient stabilisées et renforcées par des mesures constitutionnelles et législatives adéquates, comme l'a demandé l'Assemblée lorsqu'elle a mis fin à la procédure de suivi en 2004.

Ces mesures doivent, entre autres, renforcer les garanties en matière de liberté d'expression et de religion, d'indépendance de la justice, de lutte contre la corruption et créer une véritable institution du médiateur.

J'ai par ailleurs prié les autorités turques de modifier l'article 301 du Code pénal afin de le rendre conforme aux normes du Conseil de l'Europe. J'ai été encouragé par l'engagement du Président turc de progresser sur cette question, comme il l'a également déclaré dans son discours devant l'Assemblée à Strasbourg, en octobre 2007.

Lors de cette visite, j'ai fait valoir auprès de l'ensemble de mes interlocuteurs que la poursuite du processus de réformes est le meilleur moyen d'enregistrer des progrès dans les négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Si la Turquie honore ses engagements démocratiques, l'Union européenne devra aussi tenir ses promesses en ce qui concerne l'adhésion de la Turquie à l'Union. Dans ce contexte, j'ai invité la Turquie à utiliser pleinement les possibilités que lui offrent le Conseil de l'Europe et ses instruments, notamment l'expertise de la Commission de Venise.

En tant que pays musulman démocratique, la Turquie joue un rôle indispensable dans la promotion du dialogue interculturel et interreligieux. Preuve en est l'initiative conjointe des premiers ministres de Turquie et d'Espagne en faveur d'une «alliance des civilisations», qui tient aujourd'hui son premier forum à Madrid. Le Conseil de l'Europe, avec son assemblée qui rassemble des représentants de différentes cultures et religions, est un partenaire naturel de cette alliance.

J'ai également abordé la question d'une intégration réussie des communautés turques vivant en Europe de l'Ouest.

Enfin, j'ai souligné le potentiel de l'Assemblée en vue de contribuer à la recherche d'une solution à la question chypriote. La réunion d'importance historique, organisée sous mes auspices en février 2007, qui a rassemblé les chefs religieux des deux communautés, et le fait que l'Assemblée soit la seule institution européenne à associer des représentants élus de la communauté chypriote turque à ses travaux sont des exemples concrets de cette contribution.

J'ai également prononcé un discours à l'université Tobb d'économie et de technologie d'Ankara, suivi d'un échange d'idées ouvert et fructueux avec les étudiants.

En conclusion de ma visite, j'ai affirmé avoir choisi la Turquie pour ma dernière visite officielle en tant que Président du Conseil de l'Europe pour souligner l'importance de ce pays pour le futur de l'Europe. La Turquie est appelée à jouer un rôle de plus en plus important, à la fois en termes économiques et géopolitiques, et il est dans l'intérêt de tous d'avoir la Turquie comme partenaire respectueux des valeurs européennes.

3.2.3. Réunion avec le Président Poutine à Moscou (17 janvier 2008)

Voir communiqué de presse n° 9: «Le respect de nos valeurs communes doit se traduire dans les faits»

3.3. Communiqués de presse

1. Le Président de l'APCE se rend en Russie pour discuter des élections présidentielles de 2008 et de la ratification des Protocoles n^{os} 6 et 14 (Strasbourg, 18 décembre 2007)
2. Déclaration du Président de l'APCE: «La communauté mondiale s'est prononcée contre la peine de mort» (19 décembre 2007)
3. Il faut accepter l'opposition comme une composante normale et nécessaire de la vie politique, déclare le Président de l'APCE à Moscou (Strasbourg, 21 décembre 2007)
4. Le Président de l'APCE condamne l'assassinat de Benazir Bhutto (2 janvier 2008)
5. Le Président de l'Assemblée condamne l'attentat terroriste de Diyarbakir (Strasbourg, 4 janvier 2008)
6. Le Président de l'APCE se rend en Turquie pour y discuter des réformes (Strasbourg, 11 janvier 2008)
7. Les progrès démocratiques doivent être renforcés par des réformes constitutionnelles et législatives, déclare le Président de l'APCE à Ankara (Strasbourg, 15 janvier 2008)
8. Le Président de l'APCE abordera avec le Président Poutine l'élection présidentielle en Russie et la ratification des Protocoles n^{os} 6 et 14 (Strasbourg, 16 janvier 2008)
9. René van der Linden au Président Poutine: «Le respect de nos valeurs communes doit se traduire dans les faits» (Strasbourg, 17 janvier 2008)